

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**GUIDE DES PROCEDURES DU DISPOSITIF DE
CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS
AGRICOLLES ET D'ELEVAGE**

- Circulaire interministérielle MADR-MICL, n°108 du 23 février 2011
- Note n°246 du 24 mars 2011

BASE DU DISPOSITIF

Ce dispositif entre dans le cadre des objectifs fondamentaux de la politique du renouveau agricole et rural

ANCRAGE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

- loi n°08-16 du 3 août 2008, portant orientation agricole ;
- loi n°10-03 du 15 août 2010, fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ;
- décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010, fixant les modalités de mise en œuvre du droit de concession pour l'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat ;
- circulaire interministérielle (MICL-MADR) n° 108 du 28 février 2011, relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.
- Note aux walis n°246 du 24 mars 2011, relative à la programmation de la création de nouvelles exploitations agricoles

OBJECTIF

ELARGISSEMENT DE LA BASE PRODUCTIVE AGRICOLE

A travers

LA CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET D'ELEVAGE

TERRES CONCERNEES

- Terres non exploitées relevant du domaine privé de l'Etat ;
- Terres non exploitées ou insuffisamment exploitées, relevant de la propriété privée.

-A-

**DISPOSITIF CONCERNANT
LES TERRES DE STATUT PRIVE**

OBJECTIF:

Encouragement et accompagnement des propriétaires privés pour la valorisation de leur patrimoine.

DETAILS DU DISPOSITIF :

I - CONDITIONS D'ACCES AU DISPOSITIF :

PREALABLES

Il s'agit des terres non exploitées ou insuffisamment exploitées que doit confirmer le responsable de l'ONTA de la wilaya.

1. Document justifiant l'occupation de la terre ;

- Titre de propriété ;
- Livret foncier ;
- Certificat de possession ;
- Acte de notoriété de prescription acquisitive

Dans le cas où la terre est située dans une zone non encore cadastrée, les candidats ne disposant pas de titre d'occupation des terres, peuvent engager :

- avec les autorités locales, les procédures d'établissement du certificat de possession en application de l'article 39 de la loi d'orientation foncière et du décret d'application n°91-254 du 27 juillet 1991 fixant les modalités d'établissement et de délivrance du certificat de possession.
- Avec la conservation foncière, les procédures fixées par la Loi n° 07-02 du 27 février 2007 portant institution d'une procédure de constatation du droit de propriété immobilière et de délivrance de titres de propriété par voie d'enquête foncière et du décret d'application n° 08-147 du 19 Mai 2008 relatif aux opérations d'enquête foncière et de délivrance de titres de propriété

2. Projet de développement et de valorisation du patrimoine.

II - PROCEDURE A SUIVRE :

1- Auprès de la Direction de Wilaya de l'Office national des terres agricoles :

- 1.1. Le candidat formule une demande pour bénéficier du dispositif ; la demande contient le projet de développement présentant les actions à réaliser pour la création d'une exploitation agricole ou d'élevage.
- 1.2. Les services de l'ONTA, procèdent à une visite sur le terrain pour constater :
 - L'état de non exploitation de la terre, objet de la demande ;
 - La faisabilité du programme proposé.
 - La localisation de la parcelle concernée.
- 1.3. Dans l'affirmative, l'ONTA délivre une attestation de validation du projet de développement proposé.
- 1.4. En attendant que les services de l'ONTA disposent de moyens nécessaires, le constat sur le terrain peut être effectué avec l'appui de la subdivision de l'agriculture ; dans ce cas, le subdivisionnaire établit le constat et le transmet au directeur de, l'ONTA pour l'établissement de **L'ATTESTATION DE VALIDATION DU PROJET**
- 1.5. Sur la base de l'attestation de validation du projet de développement proposé, le demandeur s'adresse au BNEDER ou a un bureau d'études conventionné par le BNEDER pour la réalisation d'une étude technico économique bancable approfondissant le projet de développement proposé.
- 1.6. La liste des bureaux d'études conventionnés par le BNEDER est disponible auprès de l'ONTA, de la DSA, des APC.....
- 1.7. Après la réalisation de l'étude par le BNEDER ou le bureau d'études conventionné, le demandeur signe, avec le directeur de l'ONTA de la wilaya, le cahier des charges portant sur l'engagement du demandeur à respecter les conditions requises par le dispositif.
- 1.8. Après ces procédures, l'exploitation agricole est enregistrée au fichier des exploitations agricoles détenu auprès de l'ONTA ; un certificat d'immatriculation de l'exploitation agricole est délivré à l'exploitant.
- 1.9. Muni du titre d'occupation des terres et de l'étude réalisée par le BNEDER ou par un bureau d'études conventionné avec le BNEDER et validée par ce dernier, l'exploitant agricole s'adresse à la BADR pour obtenir le financement nécessaire pour la réalisation de son programme.

-B-

**DISPOSITIF CONCERNANT LES TERRES DU
DOMAINE PRIVE DE L'ETAT**

OBJECTIF

Extension de la Superficie agricole utile et allégement des procédures d'accès à la terre relevant du domaine privé de l'Etat.

DETAILS DU DISPOSITIF

1. IDENTIFICATION DES PERIMETRES :

- 1.1. A l'initiative du Wali, la commission d'orientation de la mise en œuvre du développement agricole et rural de la Wilaya instituée par la note n°246 DU 23 mars 2011, identifie des périmètres à ériger en nouvelles exploitations agricoles. Une programmation est effectuée sur cette base annuellement pour la période 2011-2014.
- 1.2. Cette identification se basera sur une analyse approfondie et complète du milieu agro-climatique prenant en compte les spécificités, particularités et la sociologie des régions ainsi que leurs vocations pour donner naissance à des pôles de productions à travers une spécialisation par filière à travers les données contenues dans :
 - Le schéma national et régional d'aménagement du territoire ;
 - Le schéma directeur de développement agricole, forestier et pastoral de votre wilaya ;
 - Les contrats de performance élaborés dans le cadre du renouveau de l'économie agricole et du renouveau rural ;
 - Le plan national de l'eau et sa déglobalisation;
 - Le plan directeur général de développement des régions sahariennes (PDGRS);
 - La déglobalisation des programmes quinquennaux de développement sectoriels 2010-2014 ;
 - Le programme de développement des infrastructures de la wilaya ;
 - Toutes les études disponibles que vous pouvez consulter ou solliciter auprès des structures de la wilaya ou au niveau des instituts techniques et des institutions de développement de l'agriculture (BNEDER, INRAA, CDARS, HCDS, ITDAS...) ; **Ce listing est transmis à toutes les wilayas ; il est disponible également sur le site web du MADR. www.minagri.dz , rubrique foncier agricole ainsi que sur le site web du BNEDER, www.bneder.dz**

- 1.3. Les périmètres ainsi identifiés font l'objet d'études de faisabilité technico économiques par le BENEDER dans le cadre des contrats programmes liant ce bureau d'études avec le MADR. Le Directeur des services agricoles constitue le partenaire du BNEDER lors de l'élaboration de l'étude qui sera réceptionnée sur procès verbal de la commission d'orientation de la mise en œuvre du développement agricole et rural de la Wilaya sus-évoquée.
- 1.4. La commission d'orientation de la mise en œuvre du développement agricole et rural de la Wilaya veillera à
- Assurer une orientation optimale des périmètres identifiés aux plans de la viabilité économique et de la préservation des ressources naturelles notamment des parcours;
 - Orienter la production vers la satisfaction des besoins des populations ainsi que vers l'utilisation les productions de terroirs existants ;
 - Accompagner la mise en œuvre du dispositif ;
 - Assurer un suivi-évaluation de l'ensemble du dispositif.
- 1.5. Sur la base des études citées au point 1.2. ci-dessus et sur proposition de la commission d'orientation, le wali décide de la destination du périmètre selon les catégories citées au chapitre II de la circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011:
- 1.6. Le wali informe le président de l'APC concerné à l'effet de lancer les appels à manifestations d'intérêt.

2. APPELS A MANIFESTATION D'INTERETS :

Il s'agit d'une procédure tendant à recueillir les candidatures potentielles

L'objectif étant d'assurer une diffusion la plus large possible de l'information pour susciter les candidatures et garantir la transparence.

Le président de l'APC concerné porte à la connaissance du public (selon modèle annexé), par voie d'affichage, au niveau de la wilaya, des daïras et des communes, la disponibilité des terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

L'information sera également diffusée à travers les sites web de la wilaya, du MADR et du BNEDER.

Tout postulant à la concession de terres, doit adresser une demande à l'APC concernée

Le dossier de candidature comprend :

- Les informations sur le candidat
- Une copie légalisée de la carte nationale d'identité ;
- Une copie légalisée selon le cas, des diplômes, de la carte d'agriculteur ou des statuts de la coopérative ou du groupement d'intérêt économique ;
- Un projet de développement et de valorisation des terres ;
- Tout autre document en appui de la demande.

Pour les candidats à l'investissement, le dossier est complété par :

- Un document attestant des références techniques et professionnelles du candidat;
- Une attestation de capacités financières établie par la banque du candidat.
- Une offre technique sous la forme d'étude, décrivant le programme de mise en valeur, d'investissement, de production et les objectifs de rendements établie ainsi qu'un échéancier de réalisation du programme.

Les dossiers sont déposés directement à l'adresse de l'APC concernée, désignée dans les avis d'appel à manifestations d'intérêt. Le dépôt donne lieu à la remise d'un récépissé au déposant (selon modèle ci-joint).

3. EVALUATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET :

Les dossiers sont examinés selon le cas par deux commissions créées par arrêtés du wali:

- **Par la commission présidée par le chef de Daïra**, lorsque le périmètre est destiné aux jeunes ;
 - o Les parcelles à attribuer dans ce cas sont de superficie inférieures à 10 hectares

- **Par la commission présidée par le Wali,** lorsque le périmètre est destiné à l'investissement.

Lorsque la superficie des terres à attribuer dépasse le seuil fixé par l'article 23 du décret n°326 du 23 décembre 2010 (selon le tableau ci après), le classement opéré par la commission de wilaya est soumis à l'approbation du Ministre de l'agriculture et du développement rural.

ZONE		MODE DE CONDUITE	SYSTÈME DE CULTURE	SUPERFICIE MAXIMALE
A		Irrigué	Maraichage	15
			Maraichage/Arboriculture	40
			Arboriculture	70
Terres irriguées des autres zones B, C, D, Montagne		Sec	Maraichage/Grandes cultures	90
			Grandes cultures/Fourrages	70
			Cultures industrielles/grandes cultures	100
B		Sec	Grandes cultures/Fourrages	200
			Légumes secs	
C		Sec	Grandes cultures/Fourrages	180
			Jachère	
			Légumes secs/Grandes cultures	
D	D	Sec	Maraichage/Grandes cultures	100
	Oasis	Irrigué	Grandes cultures	30
			Phoéniculture/intensive	10
			Phoéniculture/Grandes cultures	35
	Montagnes	Sec	Grandes cultures/Fourrages	100
			Arboriculture rustique	110

Les deux commissions sont composées des représentants des administrations suivantes :

- agriculture ;
- conservation des forêts ;
- environnement ;
- ressources en eau ;
- domaines ;
- collectivités locales.

Les commissions examinent les dossiers des candidats, dressent un procès verbal et proposent la liste des candidats retenus à l'approbation du wali.

Après approbation, les listes sont transmises par le Wali au directeur de l'ONTA de la wilaya.

CRITERES D'EVALUATION :

Les commissions selon le cas se baseront :

- **Pour les exploitations de moins de 10 hectares**, Le classement des postulants se fera en tenant compte de la nature des terres et leurs potentialités ainsi que du contenu du projet présenté et de sa viabilité ;

Les terres seront concédées aux candidats, issus des localités de situation des périmètres. Les commissions donneront la priorité aux:

- Titulaires de diplômes et/ou justifiant d'une formation en relation avec l'agriculture, l'élevage et le développement rural.
- Enfants d'agriculteurs et d'éleveurs ayant exercés dans le domaine.
- **Pour les exploitations de plus de 10 hectares**, le classement des postulants de fera sur la base de l'analyse des documents présentés dans le dossier, à savoir :
 - le document attestant des références techniques et professionnelles du candidat;
 - l'attestation de capacités financières établie par la banque du candidat.
 - L'offre technique sous la forme d'étude, décrivant le programme de mise en valeur, d'investissement, de production et les objectifs de rendements établie ainsi qu'un échéancier de réalisation du programme.

5. MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONCESSION :

5.1. L'attestation de présélection :

A l'issue de l'examen et du classement des postulants selon un listing, validé le cas échéant par le ministre de l'agriculture et du développement rural (pour les superficies supérieures au seuil fixé par l'article 23 du décret 10-326 du 23 décembre 2010), la commission de Daïra ou de wilaya, selon le cas, délivre aux candidats retenus **des attestations de présélection** (dont le modèle est joint en annexe).

L'attestation de présélection confère à son titulaire le droit d'engager les procédures d'octroi de la concession de la terre destinée à la création d'une nouvelle exploitation agricole ou d'élevage.

5.2. Réalisation de l'étude

Le candidat présélectionné relevant de la concession de superficie inférieure à 10 hectares s'adresse au BNEDER pour la réalisation à titre gracieux d'une étude définissant le programme de développement et de valorisation de la parcelle à concéder sur la base de l'étude de faisabilité technico économique du périmètre.

L'étude en question doit mentionner les délais de réalisation

5.3. Signature d'un cahier des charges :

Dès réalisation de l'étude, Le candidat retenu, muni de l'attestation de présélection et de l'étude, introduit une demande de concession accompagné de la copie de la carte nationale d'identité auprès de la Direction de Wilaya de l'Office national des terres agricoles (ONTA).

Après les vérifications d'usage, l'ONTA convoque le candidat retenu pour la signature d'un cahier des charges qui définit, notamment les droits et obligations du concessionnaire.

5.4. Immatriculation de l'exploitation agricole au fichier des exploitations agricoles :

Après ces procédures, l'exploitation agricole est enregistrée au fichier des exploitations agricoles détenu auprès de l'ONTA ; un certificat d'immatriculation de l'exploitation agricole est délivré au candidat présélectionné.

5.5. Etablissement de l'acte de concession :

La Direction de Wilaya de l'Office national des terres agricoles adresse le dossier à l'administration des domaines pour l'établissement de l'acte de concession pour une durée de 40 ans renouvelable à la demande du concessionnaire.

L'acte est publié à la Conservation foncière à la diligence de la Direction des Domaines

5.6. Obligations du concessionnaire :

Le concessionnaire est tenu, notamment, de :

- Engager, sous peine de nullité, des travaux contenus dans le programme dans les six mois qui suivent l'obtention de l'acte de concession ;
- réaliser, dans les délais fixés dans le cahier des charges, du programme de programme de développement et de la valorisation de la parcelle concédée ;

5.7. Résiliation de la concession :

La concession est résiliée, par l'administration des domaines, à la demande de l'office national des terres agricoles, si le concessionnaire ne respecte pas ses obligations.

Préalablement à la mise en œuvre de la résiliation, l'office national des terres agricoles sur la base d'un procès verbal de constat de l'état d'avancement des travaux, adressera au concessionnaire une mise en demeure par voie d'huissier de justice.

6. SOUSCRIPTION AU CREDIT :

En attendant la notification de l'acte de concession, le candidat retenu, muni de l'attestation de présélection et de l'étude, s'adresse à la BADR pour entamer les procédures de souscription au crédit « Ettahaddi ».

-C-

AVANTAGES ACCORDES

Le dispositif confère aux bénéficiaires les avantages suivants :

1. EN MATIERE DE FINANCEMENT :

Le crédit ETTAHADI est un crédit d'investissement bonifié, octroyé par la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural d'une durée équivalente à la maturité du projet, à convenir avec le bénéficiaire.

1.1 Les domaines concernés par ce crédit d'investissement bonifié sont :

- Création, équipement et modernisation de nouvelles exploitations agricoles et/ou d'élevage ;
- Renforcement des capacités de production de celles existantes et insuffisamment valorisées ;
- L'intensification, la transformation, la valorisation de produits agricoles et d'élevages nécessitant des besoins de financement.

1.2. La liste des actions éligibles à ce crédit est disponible auprès de la DSA.

Sont éligibles au crédit ETTAHADI bonifié, les projets approuvés par les structures du ministère de l'agriculture et du développement rural, habilitées dont notamment l'Office National des Terres Agricoles (ONTA) :

- Les propriétaires de terres privées non exploitées et les concessionnaires de nouvelles exploitations agricoles et/ou d'élevages relevant du domaine privé de l'Etat;
- Les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative ou groupement économique;
- Les entreprises économiques intervenant dans les activités de production agricoles, de valorisation, de transformation et d'exportations de produits agricoles et agroalimentaires ;
- Les Fermes pilotes.

1.3. Le crédit ETTAHADI bonifié est défini comme suit :

- Un (01) million de dinars par hectare pour les exploitations ne dépassant pas dix (10) hectares ;

- Cent millions (100 000 000) de dinars pour les exploitations dépassant 10 hectares et pour tout autre bénéficiaire du crédit **ETTAHADI**.
- Au-delà de ce montant, les porteurs de projets sont libres de négocier les crédits auprès de la BADR, dans le cadre de la législation et des procédures internes en vigueur à la BADR.

1.4. Les taux d'intérêts se présentent comme suit :

- Le taux d'intérêt est bonifié à 100% (taux 0) pendant les trois premières années ;
- Le taux d'intérêt, à la charge du bénéficiaire, est de un pour cent (1%) à partir de la quatrième année jusqu'à la cinquième année ;
- Le taux d'intérêt à la charge du bénéficiaire, est de trois pour cent (3%) à partir de la sixième année jusqu'à la septième année ;
- A partir de la huitième année, le bénéficiaire supporte l'intégralité du taux d'intérêt.

2. EN MATIERE D'ETUDES

Pour mettre en œuvre, dans les meilleures conditions, la décision de créer des exploitations agricoles et d'élevages, viables et durables, un intérêt particulier est accordé à l'étude des potentialités physiques et socio-économiques des terres

L'intervention du Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural (BNEDER) dans le cadre du programme de création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevages est définie dans une convention le liant au MADR.

- **Pour les terres de propriété privée** : le candidat fait valider d'abord son projet par l'ONTA ; sur la base de l'attestation de validation du projet, il s'adresse ensuite au BNEDER pour la réalisation de l'étude.
- **Pour les terres du domaine privé de l'Etat** : sur la base de l'attestation de présélection délivrée par la commission de Daïra et de son programme de développement et de valorisation, le candidat s'adresse au BNEDER pour la réalisation de l'étude.

Afin de répondre à toutes les demandes des candidats à la création de nouvelles exploitations agricoles, la nécessité d'une démarche méthodologique et technico-économique a imposé le recours à un partenariat public-privé entre le BNEDER et le réseau des Bureaux d'Etudes et des Conseillers Agricoles impliqués dans le processus de création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.

Les candidats potentiels à ce programme seront accompagnés, lors de l'élaboration de leurs études technico-économiques, **par le réseau de proximité des bureaux d'études et des conseillers agricoles partenaires du BNEDER au niveau des 48 wilayas**. Le BNEDER demeure le seul et unique responsable sur la qualité des travaux.

En outre et afin d'aider les jeunes, dans la phase de recherche de projets à lancer, un listing des opportunités de projets agricoles et para agricoles est également mis à disposition, par le BNEDER. Ce listing est conçu par zones agro-écologiques et sera disponible au niveau de l'ONTA.

3. EN MATIERE D'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE :

L'intervention de l'Entreprise Algérienne de Génie Rural (EAGR) dans le cadre du programme de création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevages est définie dans la convention la liant au MADR.

L'EAGR a pour mission l'accompagnement personnalisé des bénéficiaires du dispositif de création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage à titre gratuit à travers :

- une assistance technique pour la réalisation des projets ;
- sur la base d'un cahier des charges avec les bénéficiaires ;
- un suivi des réalisations des projets conformément aux études établies par le BNEDER.

L'EAGR veille au respect :

- Des délais de réalisation fixés par le cahier des charges ;
- De la qualité et l'authenticité des prestations fournies au titre de l'accompagnement personnalisé sont sous sa responsabilité ;

4. EN MATIERE DE PAIEMENT DE LA REDEVANCE :

Des avantages seront accordés dans le cadre de la loi de finances complémentaire en matière de paiement de la redevance au titre du droit de concession.

ANNEXES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Office National des Terres Agricoles

Direction de la Wilaya de

ATTESTATION DE VALIDATION DE PROJET

Je soussigné M..... Directeur de l'Office National des Terres Agricoles de la Wilaya de, atteste après visite sur terrain, avoir examiné le projet de développement présenté par :

- M.
- Commune de Wilaya de
- Titulaire de (toute pièce officielle reconnue)

Et déclare que la terre d'une superficie de objet du projet présenté, nécessite effectivement une valorisation par les actions énumérées ci-dessous :

-
-
-
-
-
-

En foi de quoi, la présente attestation est délivrée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 108 du 23 février 2011, relative à la création d'exploitations agricoles et d'élevage.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE NATIONAL DES TERRES AGRICOLES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE

DAIRA DE

COMMUNE DE

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

L'APC de lance un avis d'appel à manifestations d'intérêt en vue **de la concession des terres agricoles du domaine privé de l'Etat**

1 : LOCALISATION: le périmètre est situe :

- lieu dit :
- commune :
- Wilaya :

2 : CONSISTANCE :

- Superficie :..... dont irrigable.....

3 : CONDITIONS :

Cet appel à manifestations d'intérêt s'adresse :

- Aux jeunes ;
- Aux personnes physiques et aux personnes morales de droit algérien justifiant d'une capacité d'investissement et d'une compétence avérée dans l'activité à promouvoir.

4 : DEPOT ET DELAI :

Les candidats intéressés peuvent déposer au niveau de l'APC contre récépissé de dépôt, après visite des lieux, leurs dossiers de candidature dans un délai de 45 jours.

Le dossier comprend :

- Les informations sur le candidat

- Une copie légalisée de la carte nationale d'identité ;
- Une copie légalisée selon le cas, des diplômes, de la carte d'agriculteur ou des statuts de la coopérative ou du groupement d'intérêt économique ;
- Tout autre document en appui de la demande.

Pour les candidats à l'investissement, le dossier est complété par :

- Un document attestant des références techniques et professionnelles du candidat;
- Une attestation de capacités financières établie par la banque du candidat.
- Une offre technique sous la forme d'étude, décrivant le programme de mise en valeur, d'investissement, de production et les objectifs de rendements établie ainsi qu'un échéancier de réalisation du programme.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE

DAIRA DE

ATTESTATION DE PRESELECTION

(Circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011)

Le président de la commission de Wilaya/Daira, atteste par la présente que :

Suite à la réunion de la commission tenue le

M.....

Né le.....à

Qualifications.....

Est présélectionné pour bénéficier de la concession d'une terre relevant du domaine privé de l'Etat :

- D'une superficie deha.....ares.....ca.
- Sise dans le périmètre dénommé.....
- Parcelle n°.....

Cette attestation est délivrée à l'intéressé pour engager les procédures d'octroi de la concession des terres destinées à la création d'exploitations agricoles.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE

DAIRA DE

COMMUNE DE

ATTESTATION DE DEPOT DE DOSSIER

(Circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011)

Nous soussigné, Monsieur....., en qualité de,
atteste par la présente, après vérification du contenu, avoir reçu le, la
demande, déposé par Monsieur,
en réponse à l'avis d'appel à manifestation d'intérêt n°.....du
lancé dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire interministérielle n°108 du 23
février 2011.

Cette attestation est délivrée à l'intéressé pour servir et valoir ce que de droit.

Faite à, le

LE PRESIDENT DE L'APC